

Paris, le 13 janvier 2024

FSU-SNUipp Paris
11 rue de Tourtille
75020 Paris
01 44 62 70 01
snu75@snuipp.fr

Nouvelle ministre : l'insupportable mépris pour l'école publique et ses personnels

La nouvelle ministre, Mme Oudéa-Castéra, a tenu des propos hier, vendredi 12 janvier, lors d'un déplacement dans un collège des Yvelines, qui ont choqué toute la communauté éducative. Non contente d'afficher un mépris manifeste pour le service public d'éducation, la nouvelle ministre a nommément cité une école publique parisienne de laquelle elle assume avoir retiré ses enfants faute d'y trouver "la qualité et l'exigence" qu'elle souhaitait pour eux.

Alors que les personnels portent quotidiennement l'exigence de l'école Républicaine auprès de tous-tes les élèves, subissant depuis des années, et souvent douloureusement, les conséquences délétères des choix politiques des précédents ministres, va-t-il désormais falloir supporter de tels propos diffamatoires ?

Ces propos sont particulièrement choquants dans un contexte où l'académie de Paris connaît depuis des mois une grave crise du remplacement, avec **plus de 200 classes non remplacées les dernières semaines de décembre**. Dès la rentrée de janvier, des absences de trois semaines ou plus, prévues pourtant de longue date, n'étaient pas remplacées. Face à ces dysfonctionnements profonds du service public d'éducation à Paris, la réponse du Ministère est de procéder encore une fois à des suppressions de postes massives : après les 155 postes l'année dernière, ce sont **125 suppressions de postes qui sont annoncées pour la rentrée prochaine !** Non Madame la Ministre, le remplacement ne va pas s'améliorer dans les écoles parisiennes !

Alors, que va faire Madame la Ministre, quelles seront ses actions pour garantir à tous-tes les élèves une éducation et une école de qualité ? Va-t-elle se contenter d'encourager la fuite vers le privé des familles qui en ont les moyens ?

Notre colère est immense. **La FSU-SNUipp Paris, s'est adressé au recteur de Paris dès hier soir pour exiger une réaction publique de sa part et invite les écoles parisiennes à faire de même.**

Le 1er février, la FSU, avec la FNEC-FP-FO, la CGT Educ'Action et SUD éducation, appelle l'ensemble des personnels de l'éducation nationale à une grève et une mobilisation d'ampleur, contre les suppressions de postes, contre la dégradation du service public d'éducation, contre les injonctions permanentes et pour nos salaires ! L'école publique est en danger : pour une véritable ambition, un changement de cap s'impose !

Paris, le 13 janvier 2024